

# Les comptes-rendus du



## Carrefour d'animation et de participation à un monde ouvert

435 Rue du Roi, Québec (Québec) - G1K 2X1 – Téléphone : (418) 525-6187 poste 221  
Courriel : [carrefour@capmo.org](mailto:carrefour@capmo.org)  
Site Internet: [www.capmo.org](http://www.capmo.org)

Novembre 2019  
Numéro 308

### Solidarité avec le Chili, 8 novembre 2019

Ce soir, nous sommes là pour parler du Chili. Nous avons Emilia Castro qui est la porte parole de la Marche mondiale des femmes, une militante féministe de très longue date. Elle connaît très bien le Chili d'où elle est originaire. Elle a aussi une énorme expérience syndicale à la CSN. Nous avons pensé à elle parce qu'elle vient d'arriver d'une rencontre internationale des femmes sur le néolibéralisme qui avait lieu à Cuba. Avec la situation actuelle, elle a eu l'occasion de rencontrer des délégations en provenance de la plupart des pays d'Amérique latine.

Nous avons aussi Ricardo Penafiel, professeur associé au département de sciences politiques de l'UQAM. Il est codirecteur du GRIPAL, Groupe de recherche sur les imaginaires politiques en Amérique latine et chercheur principal d'un groupe qui travaille sur les questions de violence policière et de

démocratie dans les Amériques. Chacun fera une brève présentation puis nous aurons une période d'échange pour des questions et des informations. Alors je laisse la parole à Emilia Castro. Cecilia Valdebenito

Bonsoir, mon intervention provient de mon expérience militante. Dès que nous avons eu des nouvelles sur la situation au Chili, nous avons formé un comité de soutien avec Cecilia, Maria et moi. Nous n'avons pas arrêté de travailler depuis ce jour-là. J'ai quelques éléments à vous partager pour alimenter la discussion concernant la situation actuelle au Chili. Plusieurs parmi vous connaissent aussi bien que moi la conjoncture et vous allez pouvoir contribuer. La semaine dernière, j'ai eu la chance de participer à la rencontre de la Marche mondiale des femmes des Amériques et aux Journées continentales pour la démocratie et contre le néolibéralisme à la Havane à Cuba. Ça a été très intéressant parce que nous avons pu partager et analyser la situation actuelle pas seulement au Chili, mais aussi en Amérique latine. Cela bouge dans plusieurs pays: au Brésil, en Équateur, en Argentine, en Bolivie, au Chili et dans d'autres pays encore. Comment s'y retrouver et analyser la situation ? Mais surtout, comment organiser la résistance ?

### SOLIDARITÉ AVEC LE CHILI

Emilia Castro, Marche mondiale des femmes 2020  
Ricardo Penafiel, sciences politique, UQAM



#### Organisé par:

Comité pour la paix en Amérique latine  
Comité de solidarité avec le Chili  
CASA latino-américaine de Québec  
Carrefour d'animation et de participation à un monde ouvert, CAPMO

Quand: Vendredi, 08 novembre à 18h30

Où: Maison de la Coopération  
155, boul. Charest Est à Québec, salle 2, sous-sol

Pour info: 418-525-6187 poste 221

Une trentaine de personnes étaient présentes

Les conversations que j'ai eues avec les militantes féministes chiliennes, ce qu'elles nous ont partagé, c'est qu'avant le soulèvement du 18 octobre 2019, toutes les actions qu'elles organisaient, le niveau de mobilisation était inimaginable, comme la mobilisation du 8 mars 2019 qui a été historique au Chili. Le détonateur des manifestations continues au Chili a été la hausse du prix du passage du métro à Santiago. C'est important de le dire parce qu'ici les informations ne mettaient pas les événements dans leur contexte pour permettre de comprendre que cette hausse n'était que la goutte qui a fait déborder le vase. Il s'agissait de la quatrième hausse consécutive du prix depuis deux ans. Ce qui est remarquable dans cette crise, c'est que ce sont les étudiants du secondaire et les jeunes qui ont réagi en premier en posant les premiers gestes de mobilisation en refusant de payer le ticket et en faisant un appel à tous pour que l'action soit suivie par la population. Cela non plus on ne l'entend pas beaucoup dans les bulletins de nouvelles. J'admire ces jeunes qui ont ouvert la voie. C'est assez extraordinaire.

Les camarades que j'ai rencontrés ont aussi été secoués par le niveau de la répression policière et militaire avec laquelle l'État a répondu à la mobilisation du peuple chilien dans la rue. Mais malgré la violence exercée par les militaires et les forces policières, la mobilisation a continué et elle se poursuit toujours de façon massive avec des marches de plusieurs centaines de milliers de participantEs et dans différentes régions du pays, pas seulement à Santiago. Comment est-ce qu'on explique cela ? C'est que la protestation sociale éclate avec toute la rage accumulée. Par ces marches et ces barricades, les Chiliens et les Chiliennes ont dit que c'était assez. Ça suffit de faire payer la population pour le moindre service de base comme l'eau, la santé, le transport, l'éducation. Le soulèvement s'est produit à cause de 46 ans de précarité de la vie. Ce système inique a été approfondi par tous les gouvernements qui se sont succédés au pouvoir depuis le retour à la démocratie. C'est une critique très forte que la population adresse à toute la classe politique. Ce n'est pas seulement le gouvernement actuel de Pinera, cela vient d'avant, de tous les gouvernements qui ont été au pouvoir après la dictature. Alors le soulèvement social qui se vit au Chili est le résultat de décennies d'abus et d'inégalités extrêmes causées par le modèle néolibéral établi avec violence par la dictature.

En raison de la situation actuelle, le gouvernement a décrété l'état d'urgence et le couvre-feu. La militarisation, la répression, la mort et la violence, frappent à chaque mobilisation. Plusieurs chiffres ont été rapportés par l'Institut national des droits humains. Au 31 octobre 2019, 3 185 personnes étaient détenues, dont 549 femmes et 343 enfants et adolescents, 1 092 personnes avaient été blessées par les armes à feu de la police, d'autres ont perdu la vue, (même le Collège des médecins est sorti pour dénoncer la situation). Il y a eu aussi des plaintes de violences sexuelles et de viols commises par des membres des forces de l'ordre. On arrête les femmes, on les fait se déshabiller, il y a des attouchements sexuels et cela va jusqu'au viol. La torture aussi est réapparue, on l'utilise contre les manifestantEs et il est important que le monde entier le sache.

Vis-à-vis tout cela, le président Pinera a décrété le couvre-feu, l'armée sort dans les rues et il annonce des mesures pour répondre aux demandes du peuple, mais ce sont de fausses solutions qui ne donnent rien parce que cela ne remet pas en question le système.

La répression se poursuit et il est important de souligner que c'est la condition de vie quotidienne du peuple Mapuche. Ils subissent cela depuis des années, mais cela demeurait inconnu de la population chilienne. Donc, la violence de l'État est systémique et permanente. Malgré toutes ces dures réalités, et c'est ce que je trouve extraordinaire, c'est que la population est toujours mobilisée. Au lieu de se taire, elle se mobilise à chaque jour. Les gens ont perdu la peur et ils se disent qu'ils n'ont rien à perdre. Alors il y a eu une manifestation avec plus d'un million de personnes, 1,5 à 2 millions avancent certaines estimations.

Pinera a présenté un projet de loi pour réformer la question de la sécurité et des droits de manifester en octroyant plus de pouvoirs à la police. Dans les mobilisations vous voyez aussi le caractère festif, mais il y a aussi la première ligne qui protège la foule de la police qui veut à tout prix interdire les rassemblements. Ce ne sont pas que des chants, les gens revendiquent un changement de système. C'est intéressant puisqu'il ne s'agit pas d'avoir seulement des revendications à court terme, ils remettent en question ce régime de répression systémique. C'est-à-dire un système capitaliste néolibéral qui est aussi patriarcal et raciste. Ce que réclame le peuple, c'est un changement structurel. J'arrête ici pour ce volet. Maintenant je vais vous parler des femmes à travers ces mobilisations.

Vous savez que depuis toujours les femmes constituent un élément central des mouvements sociaux qui revendiquent aujourd'hui dans la rue une vie digne et sans violence. Cela s'avère impossible sous un régime capitaliste raciste et patriarcal dominant. Le mouvement féministe a joué un rôle extrêmement important dans la transformation de la société à travers toutes les demandes que les femmes font, c'est-à-dire le droit à l'éducation, le droit de vote, la lutte à la dictature, le droit de choisir d'avoir ou de ne pas avoir d'enfant, le nombre et le moment pour les avoir, le droit à une éducation non sexiste et sans violence sexuelle dans les écoles et universités, etc.

Les manifestations massives du 8 mars 2019 ont démontré la force du mouvement des femmes au Chili. Elles s'attaquent à la violence structurelle qui les affecte de manière spécifique. L'ampleur des manifestations actuelles et du nombre de femmes qui y participent, démontrent le malaise et l'oppression qu'elles endurent depuis des décennies. Maintenant c'est fini, elles n'accepteront plus de revenir en arrière. C'est une conviction très forte chez les femmes que j'ai rencontrées et celles avec qui je demeure en contact par les réseaux sociaux. Jusqu'à cette année, les revendications portées par le mouvement des femmes demeuraient un peu invisibles dans les discours où on expliquait les causes du malaise social. Maintenant, les femmes disent: « C'est fini, on ne va plus accepter ça! Nos revendications vont être sur la table. C'est important pour nous parce que c'est nous qui subissons la violence de façon systémique, la violence quotidienne ou sexuelle qui est le résultat d'un système fondé sur l'injustice sociale. » Alors les féministes sont en train de préparer des propositions pour présenter au Sommet des peuples qui va avoir lieu à Santiago en décembre.

Il va y avoir une grande tente des femmes où les activités féministes auront lieu. Cela sera très important de pouvoir y participer. Elles veulent s'assurer que dans toutes les revendications qui seront mises de l'avant, leurs propositions vont être centrales. Pourquoi cela ? Parce que lorsqu'on rédige une nouvelle constitution, élaborée avec la participation populaire, les femmes sont très présentes dans ces consultations. Depuis quelques semaines, dans chaque quartier ou village du pays, ont lieu des réunions populaires pour discuter des choses que les gens souhaitent voir inscrites dans la future constitution. C'est assez impressionnant. Je suis très contente de pouvoir y participer dans quelques semaines.

Ce que les femmes demandent, c'est d'avoir le droit d'avoir une vie digne, de décider ce qui se passe dans leur corps. Tout ce qui touche les mesures sociales est important pour elles. Elles demandent l'éducation gratuite parce qu'au Chili c'est tellement privatisé et cela coûte tellement cher que peu de monde ont accès à l'université et lorsqu'ils y vont, ils sont endettés pour toute leur vie. Par ailleurs leurs diplômes ne leur donnent pas accès à un emploi après. Elles exigent aussi la fin des politiques d'extraction minière qui dévastent le territoire. C'est un grave problème au Chili.

Vous savez qu'il existe un nouveau code de l'eau qui a terminé de privatiser les ressources hydriques du pays. Les femmes demandent que l'accès à l'eau soit reconnu comme un droit humain. Aujourd'hui, l'eau appartient à des compagnies privées, elle est aux mains des grandes entreprises agricoles, minières et forestières. Même pour la consommation humaine, l'eau n'est pas disponible. Pendant que les grands exploitants s'approprient l'eau en amont, les petits producteurs agricoles n'ont plus d'eau pour cultiver la terre. En fait, tous les produits agricoles exportés dans le monde, y compris le vin, proviennent de ces grandes exploitations agricoles qui se sont appropriées les sources au détriment de la population en général. Il ne faudrait pas acheter les produits du Chili. Alors elles réclament l'égalité pour l'accès à l'eau qui est actuellement détenue par quelques-uns qui ont le pouvoir économique et politique du pays.

La mobilisation se poursuit et dans chaque territoire des assemblées sont organisées pour parler et réfléchir collectivement sur le Chili que nous voulons. Qu'est-ce que les hommes et les femmes souhaitent pour reconstruire un tissu social qui a été déchiré depuis la dictature d'Augusto Pinochet. C'est quelque chose d'assez nouveau que je ne connaissais pas.

À la rencontre de la Havane, les femmes des Amériques nous sommes sorties avec l'engagement de toujours continuer à appuyer les femmes mobilisées à la transformation sociale dans différents pays. Il faut garder ce réseau de solidarité qui est extrêmement important. Au Québec, nous avons réalisé quelques actions de sensibilisation de la population à ce qui se passe là-bas. Cette organisation nous a permis de nous réveiller un peu. Je pense que cette solidarité internationale est très importante parce que nous avons le devoir d'y participer et d'informer la population. Il ne faut pas laisser seuls les gens qui sont là-bas et qui luttent des conditions adverses pour leurs droits humains et leurs libertés démocratiques. C'est aujourd'hui que la solidarité prend toute son importance. Ici aussi, nous avons une responsabilité collective par rapport à ce qui se passe là-bas.

J'ai un message pour vous de la part de la Marche mondiale des femmes du Chili : « Nous souhaitons nous rendre sur les territoires et faire des propositions gérées à partir des espaces populaires afin de les rendre visibles car nous savons que ce sont toujours les revendications des femmes qui sont laissées pour compte. Nous devons donc aussi nous coordonner et nous unir comme peuples d'Amérique latine pour abolir les lois fascistes qui émanent de nos gouvernements. »

Ce qu'il faut retenir, c'est que le Chili s'est réveillé. Nous avons terminé avec le slogan de la marche mondiale des femmes. À chaque cinq ans nous avons une action mondiale et en 2020 le slogan que nous allons porter partout dans le monde sera : « Nous résistons pour vivre, nous marchons pour transformer. » Je vous remercie. Emilia Castro

### **Ricardo Penafiel : Origines et futur des manifestations au Chili!**

Je vais lancer quelques chiffres : 1973 évidemment, 1983 dix ans plus tard, de 1983 à 1986, il va se jouer quelque chose de très important, un mouvement national d'une ampleur immense qui avait été convoqué par les travailleurs du cuivre. C'était une grève nationale dans un contexte de militarisation. Étant donné qu'ils ne pouvaient pas faire grève puisque les mines étaient entourées de militaires, ils vont appeler à une journée de manifestation nationale. Cette manifestation consistait à ne rien faire et à demeurer chez-soi. C'est un mélange de boycott et de grève pour permettre une forme de contestation aux personnes qui ne pouvaient pas faire grève à cause de la répression. C'est alors que va sortir dans la rue un acteur très important, ce sont les pobladores, les habitants des quartiers de misère. Même la gauche avait toujours ignoré les pobladores parce qu'elle les traitait de lumpen prolétariat et pourtant c'était les plus combattifs. Pourquoi ? - Je fais de l'anthropologie politique ou de l'ethno sociologie, ce qui fait que je suis allé les interviewer chez-eux. Je fonctionne par récit de vie. Ce qui est incroyable, c'est que ces gens racontent des choses que la classe moyenne de gauche n'a jamais vécu. Parmi les témoignages, c'est le fait de se dire : « À cause du couvre-feu, nous vivions comme dans un pays assiégé. Nous ne pouvions plus sortir dans la rue à compter de 20 h. » Ils racontent que des véhicules militaires circulaient avec des mitraillettes et que lorsque les soldats apercevaient de la lumière dans une maison, ils tiraient dans les fenêtres. C'est comme cela qu'on instaurait la terreur d'État.

En 1983, les gens vont commencer à manifester avec des casseroles qui étaient le symbole des manifestations bourgeoises contre le gouvernement socialiste de Salvador Allende. Le couvre-feu a été maintenu de 1973 à 1978 et les gens avaient peur de manifester. C'est pourquoi ils ont commencé par taper sur les casseroles dans leur cour intérieure. Il n'y avait que le bruit et nul ne se risquait à sortir dans la rue. Puis, à force de faire cela, les gens ont perdu la peur en comprenant qu'ils n'étaient pas seuls et ils sont sortis dans la rue. Malheureusement, dès 1986, il se produit une trahison de classe. En effet, au début la démocratie chrétienne et les socialistes rénovés appuyaient les manifestations, puis ils les ont récusés en disant que cela devenait violent. Tout en prétendant qu'ils étaient pour le changement de régime, ces partis qui ont formé la Concertacion, ont trahi la classe ouvrière et les plus pauvres de la population en adhérant à une constitution néolibérale.

L'argument de la violence a été l'élément par lequel on va essayer de diviser le peuple. C'est d'ailleurs ce que le président actuel essaie de faire. C'est pourquoi il est important de remonter dans l'histoire du pays pour comprendre le débat qui a lieu actuellement. En 1988, le peuple a vaincu la dictature en votant au référendum pour rétablir la démocratie. Les exilés rentrés au pays avec de l'argent ont dit à la gauche: « C'est avec des idées que nous allons ramener la démocratie », alors que ce sont les manifestations des années 1980 qui avaient mis suffisamment de pression sur le gouvernement militaire pour qu'il y ait un référendum. Avec le retour à la démocratie, le slogan de campagne en 1990 sera : « Justice, dans la mesure du possible! » Le problème, c'est que la mesure du possible était tellement étroite que rien ne s'est produit. Certains exigeaient de réformer la constitution, mais la plupart des politiciens avaient peur que les militaires reprennent la main.

Le modèle économique et social que lègue la dictature, c'est le néolibéralisme. C'est fondamental pour comprendre la suite des choses. En fait, on ne peut pas établir le néolibéralisme dans une société démocratique puisqu'il s'agit d'abaisser les normes du travail et de réprimer les syndicats. Au Chili, depuis 1990, il s'agit d'un régime démocratique de basse intensité. C'est un jeu de mots forgé à partir du concept de « guerre de basse intensité », inventé par les états majors états-uniens pour expliquer leur nouvelle stratégie hégémonique après leur défaite au Vietnam. Désormais, ils vont subventionner la droite et les paramilitaires dans de nombreux pays pour faire la guerre à leur place. Alors, la démocratie de basse intensité est une démocratie organisée à l'intérieur de certaines balises qui évitent à tout prix de remettre en question le système économique et l'ordre social des privilégiés. Autre chose aussi importante, c'est ce qu'on appelle la « transitologie ». En théorie le Chili a non seulement réussi sa transition démocratique, mais il serait maintenant dans une phase de consolidation démocratique. Pour les politologues qui défendent la « stable democracy », c'est que l'objectif de la démocratie libérale sert à éviter la polarisation des extrêmes. Selon eux, l'extrême-droite et l'extrême-gauche avaient hégémonisé le discours politique et c'est ce qui avait conduit à la dictature, pas le Pentagone, ni l'École des Amériques. Alors pour réussir la transition démocratique, il fallait un pacte entre des élites modérées. En premier lieu, il s'agit d'une accusation des victimes de la répression. « Si vous avez été réprimés, torturés, emprisonnés, assassinés, disparus, c'est parce que vous l'avez cherché, vous avez été des violents. » Donc, pour réussir cette transition, cela va prendre une amnistie des crimes commis par les forces de l'ordre. Il faut faire table rase et regarder vers le futur. « Si vous cessez d'être revanchards, vous allez connaître la prospérité. » Maintenant qu'on avait muselé les syndicats et les mouvements sociaux, on pouvait établir cette démocratie de basse intensité.

Cette pseudo-démocratie qui va s'installer au Chili va réprimer et délégitimer toutes sortes de luttes. Ainsi, l'un des ministres de la Concertacion dans les années 1990 va répondre à une question des journalistes concernant une prise de terrain vacant pour construire des habitations pour les plus pauvres, que la solution c'est davantage de répression. Celui-ci était convaincu que le problème n'était pas dû aux conditions de vie des gens, mais aux exigences des mouvements sociaux qui étaient irréalistes dans cette perspective néolibérale qui emprisonne les champs du possible derrière la froide logique de la liberté du marché.

Il y a aussi les Mapuches à qui on va appliquer une loi antiterroriste, ainsi qu'à toutes les mobilisations sociales, la lutte contre un barrage hydroélectrique dans le sud du Chili, celles contre certains projets miniers comme Pascua Lama, etc.

Aujourd'hui, un élément essentiel que l'on retrouve dans ce réveil du pays et qui est présent depuis longtemps, c'est tout le travail des associations des familles des personnes disparues pendant la dictature, toute cette lutte contre l'impunité et pour la justice. Alors ce slogan qui disait : « La justice dans la mesure du possible », le rapport « Vérité et réconciliation » produit après le retour à la démocratie ne comporte pas le mot justice dans son titre et exprime implicitement la nécessité d'une loi d'amnistie. Ce rapport exprime une demi-vérité en échange d'une réconciliation forcée, mais on ne peut pas décréter la réconciliation. Il faut qu'il y ait des gestes de demande de pardon qui soient posés. Donc, l'impunité dure depuis longtemps. Les associations de défense des droits humains étaient vraiment seules lorsqu'elles ont commencé leurs dénonciations, personne ne les écoutait. Puis, avec le temps, à force de réaliser des actes de commémoration, elles ont fini par être reconnues. Ainsi, à tous les 11 septembre, il y avait de grandes manifestations. Ces luttes qui témoignaient de la répression, ont été fondamentales pour maintenir en vie une mémoire que le gouvernement voulait faire taire. « Ce ne sont pas 30 cents d'augmentation du métro, ce sont 30 ans! » Il s'agit pour les manifestants de 30 ans d'insulte et de mépris des revendications populaires de la part des différents gouvernements.

Un élément fondamental des luttes sociales au Chili va être le mouvement de grève des étudiants en 2006. Ce sont les étudiants du secondaire qui n'avaient pas vécu sous la dictature, mais qui vont dire cette loi constitutionnelle de l'éducation, c'est le legs de Pinochet, la dernière loi qu'il a promulguée 10 mars 1990 avant de laisser le pouvoir. Cette loi consiste en la privatisation de l'éducation, du primaire à l'université. Ce mouvement étudiant va être très important parce que Bachelet qui est présidente à l'époque, malgré ses prétentions de gauche, n'avait aucune intention de transformer le système d'éducation hérité de la dictature. Les étudiants vont s'imposer par une forme de participation beaucoup plus autonome, un concept féministe qui consiste en la capacité de se donner ses propres règles d'action. Il s'agit d'un des éléments fondamentaux dans ce réveil de la population.

En 2011, il va une autre grève étudiante de six mois qui partira cette fois des universités. Plusieurs des leaders sont les mêmes qui étaient au secondaire 5 ans auparavant. Bien que les universitaires menaient la lutte, s'ils n'avaient pas bénéficié des 500 collèges et lycées occupés, leur mouvement n'aurait jamais eu cet impact. Ainsi, en octobre 2019, ce sont les étudiants du secondaire qui vont lancer la consigne de passer par-dessus les guichets de métro et de ne pas payer. (Au lieu de chercher à négocier, le gouvernement enverra aussitôt l'anti-émeute avec des gaz lacrymogène dans les stations de métro.) Ce sont des organisations étudiantes qui sont derrière cette consigne. La conséquence de cet affrontement sera la destruction de nombreuses stations par le feu, mais on ne sait pas exactement qui a fait quoi. Le problème c'est que 30 ans de non écoute et d'accablement de la population la plus pauvre par toutes les vexations possible, cela finit un jour par éclater.

La population a perdu tout respect envers des institutions dont elle ne sent pas le respect qui lui est dû comme citoyens, travailleurs, retraités, femmes, autochtones, étudiants ou êtres humains. On ne peut pas demander aux gens de respecter un contrat social qui ne sert qu'à s'enrichir une classe en s'accaparant tous les biens du pays. Le peuple finit par avoir envi de se défendre collectivement, il ne lui manque que l'occasion pour pouvoir le faire ensemble. (Cette hausse du billet de transport avait été précédée les semaines précédentes de congé d'impôts pour les plus grande fortunes du pays et une condamnation pour corruption de plusieurs millions de dollars dont la sentence avait été de suivre un cours d'éthique pour les fraudeurs sans avoir à rembourser l'argent dérobé au trésor public.)

En 2011, pendant cette grève de six mois, de nombreux secteurs vont converger vers le mouvement étudiant pour appuyer leurs revendications sociales. Cette grève va même être appuyée par des appels à la grève générale. Dans l'histoire du soulèvement actuel qui semble spontané, il existait des conditions préalables qui étaient remplies. Ces conditions de possibilité proviennent de toutes ses luttes qui ont été menées contre la dictature et les gouvernements qui lui ont succédée. Après le soulèvement du 18 octobre, ce sont les organisations existantes qui vont structurer les revendications bien au-delà d'une augmentation du tarif de transport.

L'élément essentiel de la lutte, c'est Unidad social. Ils ont un site internet à leur nom qui contient de nombreuses informations. C'est l'équivalent du mouvement: « La via popular a la constitucion », (La voie populaire vers la constitution). L'idée est de rédiger une constitution à partir des revendications de la base et non pas du cadre juridique bourgeois qui ne cèdera rien de ses privilèges. Cette nouvelle constitution ne serait pas décrétée par une élite, mais elle serait construite de manière populaire. En Amérique latine, plus de 55% des constitutions ont été rédigées à l'occasion de processus relativement démocratiques. Celle de la Colombie est l'une des premières à avoir été réécrite avec la participation de la société civile. On associe beaucoup ces processus constitutionnels à Chavez au Venezuela et à Corea en Équateur, mais de fait, c'est la Colombie qui a été la première à le faire. Cette assemblée constituante que l'élite chilienne essaie de présenter comme une aberration: « On ne consulte pas le peuple pour ce genre de choses. » Ils le disent et ils le pensent parce que pour eux, la démocratie doit être stable et de basse intensité. Ce sont les élites qui doivent discuter entre elles de ces choses là.

L'assemblée constituante populaire a débuté en 2007 par des assemblées de groupes d'association de défense de droits sociaux. Les groupes de défense du droit au logement ont été les fers-de-lance de ce mouvement parce qu'ils occupent des terrains vacants, construisent des logements, fondent des garderies et des cuisines collectives, et ils protègent l'environnement pour des questions sanitaires entre autres.



C'est fantastique, à chaque fois qu'il y a une prise de terrain, ils prennent en charge les garderies, les soins psychologiques, les soins médicaux, les services sociaux, les problèmes de justice internes, les services d'électricité, l'eau potable et les égouts, ainsi de suite. Alors cela ne consiste pas à demander des aides de l'État, ils réclament davantage l'autonomie. Donc, les organisations des communautés populaires sont fondamentales. Il y a aussi les organisations de femmes qui sont en train de prendre une ampleur immense. D'ailleurs ce mouvement est transversal, ainsi le mouvement étudiant est très fortement marqué contre les féminicides et pour les droits des femmes. Cela fait parti des luttes : mouvement étudiant, féministe, écologiste, autochtone ainsi que le mouvement ouvrier. Lorsque la Centrale unie des travailleurs et des travailleuses du Chili, la CUT, appelle à la grève générale, cela a un poids immense. Il y a aussi les retraités qui se mobilisent. L'idée c'est que cette myriade d'associations qui revendiquent contre la somme des injustices accumulées par ce système, quelle est la contrepartie ? C'est que ceux et celles qui n'ont pas droit à une couverture médicale, à un fonds de pension, à des études supérieures, à un emploi digne et bien rémunéré, s'organisent pour dénoncer tout cela. Toutes ces organisations convergent derrière cette lutte comme elles l'ont fait antérieurement en faveur de la cause étudiante. L'avenir de tout cela est immense parce que, même si le mouvement peut s'essouffler, c'est pour un changement structurel extrêmement profond qu'ils s'expriment.

Les assemblées populaires pour la constituante qui ont lieu un peu partout, représentent aussi un mouvement extraordinaire. Cette voie populaire vers la constituante s'est toujours appuyée sur des assemblées de quartier où les gens viennent exprimer leurs problèmes, leurs désirs et leurs doléances. Dans ces assemblées, on retrouve un maillage d'un ensemble de participants à différents mouvements qui s'organisent d'un commun accord pour défendre une revendication ou un espace locatif contre une éviction par exemple. Toutes ces assemblées sont déjà en train de produire des documents qui sont ensuite centralisés sur la plateforme de Unidad social. Donc, ce n'est pas une demande au gouvernement pour qu'il écrive une nouvelle constitution. L'ancienne présidente Bachelet a déjà trahi le peuple en disant qu'elle allait faire une réforme constitutionnelle, supposément pour calmer le jeu des étudiants et du mouvement social de 2011-2012. Elle avait promis d'accorder la gratuité scolaire à l'université — elle ne l'a pas fait — une réforme constitutionnelle — non plus — une réforme fiscale pour subventionner tout cela — non —. Elle n'a fait que des pseudos réformes. La gratuité scolaire c'était, je vais continuer à subventionner les universités privées pour que les plus pauvres puissent y accéder. Et sa réforme parlementaire de cette constituante ne représentait aucun changement structurel puisque c'était la même base de cette élite qui profite du système politique et économique et qui ne vont jamais rien faire. Alors ce mouvement des assemblées constituantes veut imposer une nouvelle constitution au gouvernement. C'est pour cela que je pense que stratégiquement c'est le fer-de-lance de la lutte actuelle. Ricardo Penafiel.

### Période d'échanges avec le public

- \* Comment la constituante va pouvoir devenir effective ? Le taux de syndicalisation n'est pas énorme au Chili. La véritable force ce sont toutes ces organisations.
- \* Un ami m'expliquait qu'il existe une bourgeoisie ouvrière formée des mineurs du cuivre qui reçoivent de très bons salaires par rapport aux autres travailleurs et pour cela, ils ne sont pas si solidaires que cela avec les plus pauvres. De ce fait, les mineurs ne se sont pas mis en grève. (Ils le feront plus tard mais pour quelques jours pas plus). Or, ce sont eux qui détiennent le nerf économique du pays entre leurs mains. Ne devrions-nous pas lancer un mot d'ordre international : « Boycottons les vins chiliens. » Si on considère la privatisation des sources d'eau, les produits agricoles chiliens proviennent de grandes firmes qui assoiffent la population et les petits producteurs.
- \* Cette proposition de constituante semble être la sortie probable de cette crise, mais je ne sais pas si vous avez des assemblées populaires ? Oui, vous le faites, mais cela doit être institué. Comment on va faire cela ? Est-ce qu'il y a des alliances avec des partis d'opposition qui siègent au parlement ?
- \* Ce sont des organisations sociales qui semblent avoir beaucoup de peine à s'unir et à s'entendre sur une stratégie politique. C'est étonnant que les représentants de la gauche radicale au parlement ne se font pas entendre parce qu'une véritable bataille, c'est un bras de fer. S'il n'y a pas de stratégie de confrontation, on ne voit pas très bien comment une constituante qui n'a jamais été pratiquée sur un mode démocratique comme on semble vouloir le faire au Chili, va parvenir à s'imposer. Il y a une absence qui cause problème.

Mais il y a quelque chose qui est en train de se tricoter parce qu'il faut être assez honnête pour le dire, le peuple n'a aucune confiance dans les partis politiques de gauche traditionnelle qu'on a connus. Ça c'est clair, net et précis. Il y a une critique très ferme des gouvernement soi-disant de gauche que nous avons connus parce que l'alternance politique entre la gauche et la droite ne change rien dans les faits. Les parlementaires sont élus pour représenter une classe privilégiée. Il y a une méfiance, mais la question que tu poses demeure. Comment donner une direction politique à ce mouvement populaire pour obtenir des gains réels ? Comment va-t-on aboutir à quelque chose ? Comment cela va-t-il continuer ? C'est la grande question que les gens commencent à se poser. Il faut voir un peu plus loin. Emilia

- \* Les manifestants n'ont pas de couleur politique parce qu'ils ne se sentent pas représentés par aucun des partis au parlement. Les manifestants sont dans les réseaux sociaux. Aux manifestations, il y a des gens de toutes les allégeances ou sans allégeance politique qui participent parce que les principales revendications concernent tous les Chiliens et les Chiliennes, les droits sociaux et les droits de la personne. Ils veulent tout changer, pas simplement une loi. Maintenant, c'est difficile de canaliser toutes ces aspirations refoulées pendant autant d'années. Je pense que cela va s'organiser à partir des pouvoirs municipaux qui sont plus près des gens.

- \* Ce qui attire l'attention de beaucoup de monde, c'est que cette lutte à un caractère clairement anti-systémique. C'est un élément fondamental qu'on n'aperçoit pas toujours. Dans le cas du Chili, les revendications s'adressent à un ensemble d'injustices qui convergent dans une critique globale du système capitaliste. On sait très bien que le néolibéralisme, c'est l'expression actuelle du capitalisme qui de façon claire et nette touche différentes lois, les citoyens et les citoyennes dans différents aspects de leur vie et en même temps les institutions. Le système économique actuel consiste en un régime d'accumulation et de concentration de la richesse. On assiste au même processus dans tous les pays du monde. La privatisation des institutions publiques et les traités de libre-échange qui changent la donne. Ce sont des lois qui prévalent sur les droits nationaux. Aucun État ou province ne peut aller contre les droits octroyés au secteur privé. On sait que l'économie concentre la richesse, la politique exerce un régime démocratique de basse intensité. L'autre élément qu'on oublie souvent, c'est la question de la violence. Plusieurs ouvrages récents traitent du lien existant entre l'économie néolibérale et la violence nécessaire pour l'instaurer et la maintenir. Pinera l'a dit de façon très claire : « Nous sommes en guerre! » Il n'a pas dit contre le peuple, mais c'est cela la réalité. D'ailleurs le premier ban d'essai du néolibéralisme a été le Chili. Cela a échoué parce qu'en 1981, il y avait plus de 30% de chômage et l'économie avait reculé de 30 ans. Alors, ils ont du changer la formule en réintroduisant une petite part d'intervention de l'État. Comment ce modèle néolibéral qui a été expérimenté au Chili est en relation directe avec ce qui se passe aujourd'hui dans ce pays ?
- \* La question est super compliquée. Le mouvement a débuté le 18 octobre et tout de suite le gouvernement a déclaré l'État d'urgence, alors les vieux fantômes du Chili sont réapparus, mais avant cela, toute l'année, il y a eu des mouvements de mobilisation. Oui le néolibéralisme nous a volé nos droits élémentaires tels que l'éducation, la santé, les pensions de vieillesse, l'accès à l'eau potable, etc. Aujourd'hui, la population avec le plus haut indice de suicide, ce sont les personnes au-dessus de 80 ans parce qu'elles vivent dans la misère. Il y a aussi toute la question de l'identité comme peuple. Cette nation vivait jusqu'à maintenant dans une sorte d'anomie sociale. C'était la consommation et le travail permanent, 10 heures par jour, 50 heures par semaine. Même si nous avons la journée de 8 heures, les heures supplémentaires ne sont pas payées. Comme les revenus ne sont pas assez élevés, les gens sont obligés de maintenir cette cadence s'ils veulent garder leur emploi. J'ai lu un témoignage d'une femme qui disait qu'à cause des manifestations, ils fermaient plus tôt les commerces alors elle arrivait plus tôt à la maison. Les gens se sont aussi aperçus que les profits des entreprises étaient les mêmes tout en étant ouvert moins d'heures par jour. Ils continuent à gagner la même chose, sauf que nous maintenant nous avons une vie. Cela a aussi permis aux gens d'apprendre à connaître leurs voisins. Avant les manifestations, des gens apportent de la nourriture qu'ils offrent aux manifestants. Les petits commerçants donnent de l'eau avec du bicarbonate aux manifestants pour se rincer les yeux s'ils ont reçu des gaz lacrymogènes, en fait c'est du gaz piment qu'ils nous envoient. J'ai lu aussi sur les lésions oculaires provoquées par les forces de l'ordre. Depuis deux semaines, il y a autant de lésions qu'en Palestine pendant six ans. C'est une honte!

Nous avons battu le record mondial en 16 jours. Mais l'intensité de la répression a été une source d'unification pour la population qui s'est reconnue en tant que classe sociale. Au parlement, même s'il y a une gauche, ses représentants ont été récupérés par le système et avec leur salaire faramineux, ils se sont embourgeoisés. Là aussi on aperçoit les inégalités de classe. Bien sûr que les députés de gauche condamnent la violence et qu'ils ont pris leurs distances avec le gouvernement. Le lumpen, c'est quoi cela ? C'est le résultat de 30 ans d'inégalité. Moi ce qui m'intéresse, c'est toute la question d'analyse de la manifestation. On y voit des dames de classe moyenne qui manifestent avec leur casserole et il y a aussi des groupes de jeunes qui spontanément, se placent sur la première ligne pour confronter les forces de l'ordre et empêcher qu'elles ne dispersent les manifestations. Je trouve intéressant aussi le fait que les gens apprennent à se reconnaître dans les autres. Cela permet à l'espoir de naître parce que maintenant il y a beaucoup d'incertitudes et on ne sait pas comment cela va finir. Il y a un slogan au Chili qui dit au gouvernement : « Je n'attends rien de vous, mais vous ne cessez pas de me décevoir ! » J'aimerais connaître ce que vous pensez et ressentez par rapport à la situation actuelle.

Je ne peux pas répondre à cette question puisque je suis ici et non là-bas. Ce que j'ai partagé avec vous ce sont les témoignages que j'ai entendus des militantes qui étaient à la rencontre de La Havane. L'incertitude est là et c'est la réponse que les gens qui sont dans la rue au Chili et qui sont organisés dans des mouvements sociaux m'ont dit : « On ne sait pas, on travaille pour que la situation débloque. » C'est la situation actuelle. Je pense que tu as abordé quelque chose de fort important qui est le fait que les gens n'ont plus peur de sortir dans la rue et qu'ils se reconnaissent dans les yeux des autres comme appartenant à quelque chose de plus grand qu'eux. Ce qui se crée dans la rue est un lien de solidarité. C'est fort important parce que la société dans laquelle nous étions avant le 18 octobre, une société extrêmement individualiste, le rapport aux autres a complètement changé. Je ne veux pas faire de parallèle parce que parfois c'est boiteux, mais cela me faisait penser quand les jeunes sont sortis au Québec en 2012. Je ne m'attendais pas à ce que la voisine d'en face que je ne connaissais pas, sorte sur le trottoir avec son chaudron. C'est dans ces petits gestes qu'on se reconnaît. Bien sûr nous ne sommes pas dans la même situation qu'au Chili, mais c'est pour vous montrer que c'est important parce que cela donne une force. C'est comme cela que les gens se mobilisent à tous les jours. Ils sont déterminés à ne plus revenir en arrière. Sauf que personne ne peut promettre ce que cela va donner. Ils sont en train d'inventer un nouveau modèle de société. Mais cela prend quand même une direction politique, sinon j'ai bien peur que cela s'estompe avec la répression. Autre chose que nous n'avons pas analysée et qu'il faudrait faire quand on regarde la situation en Amérique latine, c'est qu'il ne faut pas oublier que c'est encore la cour arrière des États-Unis. Où sont les Américains dans cette affaire là ? Emilia

- \* Ils sont en train d'intervenir en Bolivie en prétendant qu'il y a eu une fraude électorale.
- \* Moi, je pense que les États-Unis n'ont pas besoin d'intervenir au Chili puisqu'ils ont formé tous les militaires à la répression. Les gouvernements d'Amérique latine sont complètement dominés par les multinationales. Moi j'étais jeune en 1970 et nous avons créé un mouvement. Je me rappelle qu'il y a eu des ouvriers du cuivre qui ont marché contre Allende. Les mineurs du cuivre ont beaucoup à perdre et ils ne veulent pas partager leurs privilèges avec la population. Je suis très sceptique. Peut-être parce que je suis vieux. Personne n'a encore parlé des militaires.

Pourtant tous les instruments de la répression sont militaires et tout cela est payé à partir du 10% des redevances des mines de cuivre qui sont versés à l'armée chilienne. Qu'est-ce qu'on fait ? Est-ce qu'on peut se rebeller contre ça ? Qu'est-ce qu'ils vont faire les militaires ?

Moi, je pense que Unidad social est la plateforme la plus instituée qu'on puisse avoir pour ce genre de remise en question. Pourquoi ? Parce qu'on y retrouve des dirigeants de syndicats et d'organisations sociales au niveau national, qu'ils ont une voix et une analyse, et qu'ils ont un relais. Il y a les institutions de l'État, mais ce dernier s'est approprié certaines institutions sociales. Évidemment, la lutte contre l'État et contre le capital doit être menée. Effectivement le Frente Amplio (coalition de gauche) a beaucoup déçu. La logique parlementaire vise à s'approprier le politique qui est constituée de rapports de forces. Alors le parlement prétend être le seul représentant du politique en ce pays et tous les conflits sociaux doivent passer à travers lui et il ne faut pas que les mouvements sociaux visent à transformer le régime en visant l'État ou le parlement. Toutefois, je pense qu'une organisation de masse est plus intéressante que cela. Ce que j'ai constaté en observant l'ampleur de ces manifestations et leur émergence successives depuis 2006, puis 2011, c'est que ce sont des vagues successives qui vont continuer à se produire tant que des solutions ne seront pas apportées aux mauvaises conditions de vie des gens. Si on regarde une organisation de défense des droits d'un quartier populaire, cela fait des actions. Les témoignages que j'ai recueillis me disaient que justement lorsque ces mobilisations se produisent, cela permet de revendiquer beaucoup plus. Cela donne un élan et cela valide leurs impressions. À mon avis, c'est ça la manière de faire de la politique. En plus, il va y avoir des leaders parlementaires qui pourraient finir par saisir l'occasion. Mais ce n'est pas tous les ans qu'apparaît un homme ou une femme capable de faire l'unité du mouvement derrière sa personne. Ce sont des leaders d'exception.

Par rapport à la violence du néolibéralisme et des militaires qui défendent l'ordre établi, j'ai évoqué cela au début de ma présentation. Il est vrai que le Chili n'a plus besoin d'intervention étrangère puisque les militaires sont déjà formés à ça. D'ailleurs, l'idéologie de la démocratie restreinte comporte le rôle des militaires dont la fonction démocratique est de défendre le régime au pouvoir. Un habitant d'un quartier populaire me disait que la trahison actuelle est du même ordre que celle de 1989 quand la Concertacion est arrivée au pouvoir. Il y a un lien entre cette violence du néolibéralisme et la constitution de 1981 qui limite les droits d'association des travailleurs et garantit les droits de propriété privé sans aucune limite au regard du bien commun. Cette dite violence fonctionne main dans la main avec l'injonction de réconciliation et de paix sociale. Alors vous devez accepter de vous faire écraser au quotidien. Autrefois, vous aviez l'Église qui prêchait d'endurer ses souffrances pour avoir le paradis à la fin de ses jours. Cela a été remplacé par la démocratie restreinte. Ricardo

J'aimerais ajouter quelque chose. Il y a quand même quelque chose de très positif dans toutes ces mobilisations, c'est la participation massive des gens de toutes les générations. Il y a aussi l'éducation populaire qui se déploie depuis des années et qui porte ses fruits à travers le processus des assemblées constituantes. Cela se voit. Certains groupes participent et organisent des écoles populaires depuis des années. Je trouve que c'est important de le souligner. Emilia

Pour moi, c'est toute la question du contexte qui est très impressionnant actuellement au Chili. C'est cette confrontation entre ce pouvoir institué, celui des élites, avec un pouvoir instituant qui cherche à devenir constituant, qui provient du peuple, des organisations sociales, syndicales, communautaires, mais cela implique une espèce de confrontation radicale. C'est vraiment un combat, une lutte des classes. Là je pense qu'on y est. Dans une lutte comme ça, il faut qu'il y ait une solution quelque part. En général, les possédants n'hésitent pas sur les moyens à prendre. Comment faire face ? L'histoire nous l'a montré, même si nous ne sommes plus dans le même contexte, les régimes ne favorisent pas les coups d'État militaire comme pendant les années 1970. Ils procèdent davantage par des coups de type parlementaire comme au Honduras, au Paraguay, au Brésil et en Bolivie ( destitution de Manuel Zelaya, de Fernando Lugo, Dilma Rousseff, et Evo Morales) ou judiciaire envers les anciens gouvernements progressistes en les accusant de prétendues scandales de corruption (Brésil, Argentine, Équateur). Au Chili, il y a une tension très forte et à ce moment là, le fait d'avoir une stratégie pour affaiblir l'ennemi pour que Pinera perde ses appuis, c'est fondamental. De l'autre côté aussi, pour pouvoir unir l'ensemble de la population. Je ne sens pas cette stratégie, mais peut-être qu'il me manque des informations. Évidemment, il y a cette solidarité et la construction d'un sentiment collectif d'appartenance et de pouvoir. C'est très important, mais ce n'est pas suffisant. C'est le questionnement que j'ai.

- \* Dans la même ligne, l'expérience nous enseigne que beaucoup de grands mouvements sociaux finissent par ne produire aucun résultat. Au départ, il y a le relâchement d'une pression, un défolement, mais souvent les résultats sont minces. J'ai cette inquiétude d'un côté et un grand espoir de l'autre. Il se peut que ce grand mouvement finisse à cause de la fatigue et de tous les obstacles que l'État va placer en travers de leur route pour éteindre la contestation. Du côté de l'espoir, on sait que dans l'expérience une journée de lutte d'un peuple équivaut à plusieurs années de formation théorique. Dans ce sens, je pense que le peuple chilien nous montre encore, ce n'est pas la première fois, comment il est capable d'apprendre de cette lutte. Par contre, je vais dans le sens de Pierre, il faut qu'à un moment donné cela aboutisse à un nouveau pouvoir constitué par le peuple. Nous le savons bien, nous n'allons pas nous mentir. Même ici au Québec et au Canada, nous savons très bien que cette démocratie est vraiment pourrie. Cette démocratie n'en n'est plus une parce que nous votons pour le moins pire. Personnellement, cela fait longtemps que je n'y crois plus. Il faut pousser jusqu'à ce qu'émerge de la base un nouveau pouvoir. Cela va finir par arriver parce qu'on ne peut plus continuer de cette façon. C'est de ce côté que se situe mon espoir.
- \* Je m'interroge sur l'unanimité de l'armée et de son haut-commandement. Comment ce fait-il qu'aucun haut-gradé ne se dissocie de cette répression massive envers le peuple ? C'est arrivé déjà en Colombie et au Salvador, au Venezuela et au Guatemala aussi. Même en Équateur, il y a des militaires qui se sont interposés entre le peuple et la police qui voulait réprimer. De fait, au Chili, ceux que nous voyons sur les images, sont membres d'une police militaire. Ils ont une formation, une hiérarchie et un encadrement militaire. D'après moi, ces policiers sont en train de vivre un choc traumatique parce qu'ils sont obligés de battre des gens à chaque jour. Ils sont en train de perdre la tête, ils dépassent les bornes et ils vont le regretter. Cela ne se peut pas qu'un corps de 40 000 policiers ne compte aucun dissident, qu'aucun ne se dise que cela n'a pas d'allure ce qui se passe actuellement. Ces policiers sont aussi des êtres humains qui ont des frères, des sœurs, des enfants. Ils ne viennent pas de la lune, ils sont issus du peuple.

- \* Peut-être que l'espoir est dans cette corrélation de forces qui est en train de se forger. Avant de venir, j'entendais un jeune étudiant du secondaire qui disait dans une assemblée populaire : « Pour vous cela vient d'éclater, mais nous avons commencé bien avant et vous nous avez laissés tomber, comme vous avez abandonné les Mapuches. »
- \* Je pense que ce n'est pas quelque chose qui va finir bientôt parce que même les médecins sont descendus dans la rue pour manifester pour dire que dans ce qui reste du système de santé public ils n'ont même pas les médicaments pour soigner les gens. C'est grave! Ce ne sont pas que des jeunes et des délinquants qui sont dans la rue pour lancer des roches à la police. Chaque jour, davantage de secteurs de la population se joignent aux manifestations. Il y a même des vieux qui manifestent avec leurs casseroles pour leur fonds de pension insuffisant. Les policiers les frappent et elles leur disent qu'elles ne sont pas dans la rue pour rien, mais parce qu'elles n'arrivent pas à vivre avec ce que le gouvernement leur donne. C'est une manifestation de tout le monde. Ce ne sont pas seulement des gens qui manifestent pour avoir une meilleure qualité de vie, c'est tout le monde qui démontre son insatisfaction. Il n'y a plus de soins de santé publique, pas d'éducation gratuite de qualité, pas de retraite pour les aînés, pas d'eau, pas de logements abordables, etc. Même les professionnels ont les mains attachées parce qu'ils ne peuvent rien faire à cause de la constitution et du néolibéralisme. Les gens sont fatigués de travailler dans d'aussi mauvaises conditions, sans moyen de ne rien faire. Le Chili a beaucoup de richesses naturelles et cela devrait vraiment être la Suisse d'Amérique latine.
- \* Quelqu'un m'a demandé la semaine dernière : « Comment cela se fait qu'il se passe ça au Chili ? Je pensais que tout était correct. » Il y a une chose dont nous n'avons pas parlé et ce sont les « cabildos » (assemblées populaire par quartier). La boule de violence ne fait que s'accroître à cause du manque d'opportunité et de la misère que le peuple subit. Il y a aussi des grands capitaux qui s'aperçoivent que les invasions de terres pour construire des logements, nuisent à leurs intérêts. À l'intérieur de la droite, Pinera commence à perdre des appuis et à se refermer avec la droite la plus réactionnaire. Après trois semaines de manifestation, je demeure optimiste. On aperçoit des sorties médiatiques de la droite plus modérée qui admet que les conditions de vie sont pénibles pour la majorité. D'autres ne comprennent pas ce qui se passe parce qu'ils vivent loin des soucis quotidiens de la population. Le président est en train de resserrer le caractère autoritaire de son gouvernement alors que dans la droite, il était considéré auparavant comme quelqu'un de modéré. Il vient d'une famille de démocrates chrétiens. Il était considéré comme le mouton noir de la famille parce qu'il était plus à droite. Je trouve intéressant de voir les secteurs économiques qui commencent à faire pression pour que le gouvernement négocie une sortie de crise. Si nous parvenions à obtenir la démission de Pinera, ce serait déjà quelque chose.
- \* Les recteurs de toutes les universités du pays ont demandé une nouvelle constitution.
- \* Il y a beaucoup de matière à réflexion ce soir. Si je me place du côté positif, je crois que la solution à moyen terme et peut-être à long terme, c'est le changement de la constitution à l'intérieur du cadre politique actuel. C'est dans ce cadre que cela va se jouer. Oui ou non, selon la force de la poussée populaire qui parviendra à s'imposer.

Selon certains optimistes, il devrait déjà avoir un plébiscite au mois de décembre. Bien sûr cela n'arrivera pas si tôt. Mais une affaire qui me dérange, c'est que les manifestants refusent d'admettre des représentants politiques dans leurs rangs. Par contre, on y aperçoit les drapeaux de Mapuches, et c'est tant mieux. Sauf que je ne crois pas que ce mouvement n'est pas politique. Pour moi, chaque geste, même inconscient, est politique. La manifestation est un geste politique en soit. Donc, à l'intérieur de ce mouvement, on retrouve tous les courants des différents partis politiques. J'y vois la tradition politique historique du Chili. L'histoire politique ne s'est pas arrêtée à cause de la dictature. Autre chose, qu'est-ce que disent les militaires comme institution ? Ce qu'ils craignent, c'est que les militaires fassent un auto-coup d'État dans les règles. C'est une possibilité que je n'ai pas entendue, alors j'ai posé la question à un ami. Il m'a répondu que les conditions n'étaient pas réunies. Depuis trente ans, ils ont l'argent et la liberté de faire ce qu'ils veulent, d'acheter des armes et de se payer de bonnes retraites. Cela aussi constitue un frein, une limite jusqu'où les gens vont pouvoir revendiquer.

- \* J'ai hésité à prendre la parole parce que je suis Bolivienne. Ayant participé aux assemblées constituantes en Bolivie, en étant proche des organisations sociales, surtout paysannes et autochtones, j'aurais trois questions à poser pour nourrir la réflexion. 1) Qui est le sujet constituant au Chili ? C'est la Table d'unité sociale ? Qui forment cette concertation ? Qui en sont absents ? 2) Par rapport aux peuples autochtones, je ne vois pas l'unité autour de cette question comme c'était le cas en Bolivie. J'ai même entendu des dirigeants autochtones du nord du Chili dire qu'ils n'étaient pas intéressés à participer dans ce processus parce que c'est une question des élites, des personnes qui ne nous représentent pas. Au Chili, la gauche aussi demeure très coloniale et elle ne porte pas l'étendard de la lutte pour la décolonisation. La lutte est plus profonde que la perspective de la lutte des classes. 3) Il y a l'espoir d'une transformation de la société à partir d'une assemblée constituante, mais il faut tenir compte qu'une assemblée constituante est un discours qui se situe à l'intérieur du cadre de l'État. Ce n'est pas un discours en-dehors de l'État, donc cela limite la portée de ce discours. C'est vrai qu'on veut le changer, le reconfigurer pour donner une nouvelle architecture à la répartition des pouvoirs au sein de l'État, mais le résultat demeure étatique. Alors la profondeur de la transformation doit être comprise dans le sens que cela demeure limitée. Comme en Bolivie, on peut changer l'architecture ou les assises de l'État, nous avons changé l'économie, nous avons dépassé le néolibéralisme, mais nous n'avons pas changé le système. Nous sommes encore dans le système capitaliste. Peut-être que le discours est anti-systémique, mais la profondeur de la transformation n'arrive pas à dépasser l'horizon politique de la démocratie libérale bourgeoise. C'est certain que nous sommes contents d'avoir une nouvelle constitution avec tous les changements conjoncturels que cela peut produire.
- \* J'aime bien l'expression : « L'oasis latino-américain », sauf qu'il a été réquisitionné par le 1% et c'est le désert pour les autres. Un autre élément important, de façon symbolique, il faut effectuer une nouvelle prise de la Bastille, sans cela il n'y aura pas d'avancées réelles. Ce que tu dis est vrai, il y a des murs structurels de l'État et de l'économie qu'il faut abattre le plus que nous pouvons. Si on ne le fait pas, cela va aller très mal du point de vue climatique, économique et financier. La situation de 90% de la population va se détériorer sérieusement.



- \* La dernière intervention de Claudia est intéressante parce qu'il faut aussi s'appuyer sur ce qui s'est fait ailleurs en Amérique latine en termes de constituante, avec toutes les avancés que cela a produit, mais aussi toutes les difficultés qu'il y a eu et le peu de résultats. Après les belles déclarations de principe, en Bolivie c'est un État plurinational qui est inscrit dans la constitution, mais dans les faits, cela n'a pas changé grand-chose pour les autochtones. Notamment quand ils voulaient qu'on reconnaisse leur pouvoir et leur autonomie sur certains territoires que l'État leur a refusés par la suite. La constitution, c'est aussi une limite en soi. Par contre, ce qu'il y a d'intéressant à chaque fois dans ces processus constitutants, c'est la dimension démocratique, la rupture démocratique que cela permet et en même temps de conscientisation et d'approfondissement. Par exemple, en Équateur, la constituante de Monte Cristi a permis à tous les associations du pays de venir avec leurs revendications. Cela a permis à l'ensemble de la population de réfléchir à la construction d'un nouveau pays. C'est ça qui est intéressant dans la constituante, c'est ce processus de mobilisation sociale qui, s'il est bien mené, peut permettre un approfondissement de la lutte sociale. Au Chili, il a quand même toute une réflexion autour de Gabriel Salazar sur une constituante qui ne serait pas « bourgeoise », mais qui serait pensée depuis le bas. Maintenant, il y a toute la question du comment la construire en termes aussi de rapports de forces, de stratégies, d'avancés, etc. Rien n'est simple.
- \* En Amérique latine, c'est autour de ce processus que les organisations sociales ont commencé à se regrouper pour proposer de nouvelles choses. Comme vous l'avez mentionné, cela prend des assemblées populaires qui ont déjà commencé à s'organiser. Sûrement que ce processus pourrait être un peu différent des autres pays.
- \* J'aimerais faire un commentaire sur la décolonisation. Cela parle d'analyser des communautés qui vivent avec la tradition orale, c'est un des éléments fondamentaux qui entre en contradiction avec la constituante et la construction des lois. Dans une étape préalable, il faudrait tenir compte de cela. En général, dans les sociétés latino-américaines, il y a des traditions opposées à la légalité bourgeoise, il y a une résistance à établir des lois qui avec le temps vont devenir contraignantes. Par exemple, la constitution colombienne est excellente, tous les droits y sont inclus, sauf que dans les faits elle n'est pas appliquée. Pour se faire soigner il faut demander à un juge d'appliquer la constitution. La loi n'est pas compatible avec les habitudes des gens. Ceux-ci finissent par se soigner eux-mêmes avec la médecine naturelle parce qu'ils y font davantage confiance. En Amérique latine, il y a une configuration spéciale à laquelle il est important de réfléchir. Les partis de gauche sont en train de se repositionner suite à l'émergence du discours décolonial, de la démocratie communautaire et du féminisme communautaire, qui s'efforcent d'établir de nouvelles déterminations politiques. Ainsi l'émergence de ces nouveaux acteurs sociaux s'insère aussi dans le processus de discussion politique. Comment cette nouvelle vague latino-américaine est-elle présente au Chili ? Le néolibéralisme est à bout de souffle et les gens n'en peuvent plus, alors les mobilisations vont continuer.

- \* Le Chili, c'est le laboratoire qui est en train d'éclater parce que les gens ne supportent plus cette pression sur leur vie quotidienne. Le thème que tu abordes est super intéressant pour toute l'Amérique latine et tous les autres pays où le néolibéralisme s'est imposé.
- \* J'ai oublié de dire une chose sur l'expérience bolivienne et le féminisme. En Bolivie, il y a eu une alliance où les féministes ont participé, mais le forum où avait lieu la discussion et la définition de la constitution a mis de côté les apports féministes. Ces revendications ont servi de matière à la négociation et cela malgré le fait que la présidente de l'Assemblée constituante était une femme. Finalement, l'assemblée constituante exprime aussi un moment de la lutte des classes avec les rapports de forces que cela implique. Dans cette lutte de classe, il y a un vis-à-vis avec lequel tu dois négocier et concilier. Je pense que dans le cas du Chili, « l'autre » n'a pas encore parlé, il demeure silencieux. À la différence de la Bolivie et de l'Équateur, « l'autre » a de son côté les militaires. C'est encore très difficile et il ne faut pas l'oublier.

En fait, je suis très stimulé par tout ce que vous avez dit. Qui est le sujet de la constituante ? Il y a quand même des organisations autochtones, mais il est vrai que ce sont surtout des métropolitains qui y participent. Dans le sud, il y a le mouvement Unidad social Bio Bio qui est très proche des luttes autochtones. La vraie solidarité, c'est lorsqu'on vit les luttes avec les personnes, sinon on n'est pas réellement solidaire. Il faut faire attention aussi à une sorte de romantisme colonialiste, c'est-à-dire que tout comme il y a une gauche colonialiste, il y a aussi un discours qui dénonce la « colonialité » du pouvoir et du savoir qui a déjà fétichisé les mouvements autochtones. Je pense à la Colombie où les autochtones représentent 4% de la population, mais ce sont eux qui ont mené le plus gros mouvement social. Comme organisation, même s'ils représentent aussi peu de personnes, ils trouvent le moyen d'établir une convergence des luttes avec le reste de la société. En faisant attention à ce romantisme colonial, je pense qu'il y a moyen. Si on prend l'exemple du drapeau Mapuche qui flotte dans toutes les manifestations au Chili, c'est aussi parce que les jeunes se sont identifiés à ce symbole et qu'ils peuvent être en train de fétichiser l'idéal du bon indien en lutte. Je pense que le sujet de la constituante s'élabore à la chaleur des luttes en fonction de ceux et celles qui s'y joignent parce que ce n'est pas un processus issu de l'État, mais qui au contraire se structure en parallèle à celui-ci. C'est un processus politique et j'espère que l'État ne s'en saisira pas. Pour ce qui est d'un auto coup d'État, je pense que Pinera a voulu le faire dès le début avec la proclamation de l'état d'exception, sauf que les institutions pseudo-démocratiques que j'ai mentionnées ont quand même fonctionnées, cela veut dire qu'il y a eu des contre-pouvoirs même chez les parlementaires qui ont dit la limite a été franchie. Même les institutions chiliennes qu'on considère comme étant peu démocratiques, ont réussi à le contenir. Nous ne sommes pas revenus en dictature et cela me donne de l'espoir pour ce qui est d'aller chercher plus de pouvoir. Mon dernier point, c'est la préfiguration. Ce que j'aime dans le mouvement féministe et autochtone, c'est qu'on n'attend pas le Grand soir pour faire la révolution, on le fait dans les relations qu'on entretient entre-nous. Donc, le fait de dire non au féminicide, de dire non à la violence des gestes quotidiens, c'est en train de préfigurer une société nouvelle. Sinon, dans les différents mouvements populaires, le machisme continuait d'être présent. Sauf que lorsque ces derniers sont influencés par le mouvement féministe ou autochtone, on aperçoit des changements au quotidien. C'est comme si la société se reconstituait en société politique en parallèle de l'État. Effectivement, lorsque ce dernier voudra reprendre le dessus, il ne pourra plus le faire.

Ricardo Penafiel

En terminant, ce que je voulais dire, c'est que je trouve extrêmement intéressant tous les apports que vous avez faits. Nous avons parlé de toutes ces consultations populaires. Pour moi, c'est une fin en soi que tout le monde puisse participer. Je pense que le mouvement féministe chilien a tiré des leçons des processus qui se sont déroulés dans d'autres pays. Je l'ai dit dans ma présentation, mais il y a vraiment une préoccupation de ne pas se faire récupérer dans ces luttes. Je pense que c'est la première fois qu'on voit le mouvement des femmes aussi organisé. Je trouve cela vraiment intéressant et ce n'est pas seulement le mouvement des femmes féministes bourgeoises comme on l'a déjà connu, mais c'est vraiment le résultat du travail d'éducation populaire qui a été fait pendant des années. Je n'aime pas le mot « lumpen », j'aime mieux dire « classes populaires ». Dans la Marche mondiale des femmes du Chili, les délégués présentes à Cuba étaient issues des secteurs populaires. C'est beau de voir comment elles mettent leur espoir dans ce processus, je me dis que je veux avoir cet espoir. Ce que nous devons retenir de la discussion que nous avons eu ce soir, c'est que c'est à suivre, mais il faut aussi participer aux actions de solidarité. Dans les actions que nous avons faites, nous n'étions pas si nombreux que cela, quelques Chiliens et quelques Québécois sont venus nous appuyer. Alors c'est le temps de concrétiser la solidarité en participant à nos manifestations. Je suis une fille de terrain et je ne contente pas des grands discours. Je pense qu'il faut aussi démontrer notre solidarité parce que c'est cela dont les gens au Chili ont besoin. La réaction des gens lorsqu'ils ont reçu la déclaration unanime de l'Assemblée nationale du Québec pour le respect des droits humains là-bas, a été extraordinaire. Quand on envoie une photo que nous avons prises ici avec notre bannière, les gens sont heureux de voir cela. Nous avons une responsabilité d'exercer une solidarité concrète dans la mobilisation que nous devons faire. Emilia Castro

- \* Ce qu'ils vivent là-bas nous concerne également parce que notre société est en train de vivre un processus de privatisation avec l'idéologie néolibérale.
- \* Ce que nous devons garder comme citoyen et citoyenne, c'est quelque chose de fondamental qui est l'espérance fondée. Si la nature ne fait pas de saut dans le vide, la société non plus et c'est en ce sens que j'ai l'espérance fondée que le peuple du Chili ne sera plus le même après avoir vécu cette expérience. Il y a des apprentissages qui se font, c'est ce qui procure le socle qui permet le saut en avant dans le futur. Merci à vous deux.

Propos rapportés par Yves Carrier

## Daniela Carrasco

Daniela Carrasco, connue sous le nom de La Mimo, a rejoint les manifestations au Chili. Elle a été arrêtée le 19 octobre puis quelques heures plus tard, elle a été trouvée morte avec des marques de torture sur son corps. Le poème d'Edgardo Zouza a crié son nom pour qu'il n'oublie pas :

Nous n'oublions pas ton nom,  
Daniela Carrasco.  
Comment pouvons-nous croire ce qu'ils disent :  
les tueurs,  
tortionnaires,  
Voleurs...?  
Les rues, aujourd'hui,  
rient moins sans ta couleur.  
Chiens violets,  
épées jaunes,  
Nés de tes poumons et tes petites mains.  
Nous n'oublions pas ton nom,  
Daniela  
La Mime,  
Ni ne pardonnons.  
Ils ont voulu utiliser ton corps, l'exhiber.  
Preuve de la terreur,  
argument de la peur.  
Mais nous transformons  
La peur en courage,  
Nous avons changé la terreur par la colère  
et le feu.



Parmi les cendres, la vie reverdit  
Et nous continuons à crier ton nom : **Daniela Carrasco**

Texte de Elsa Carmona Diaz